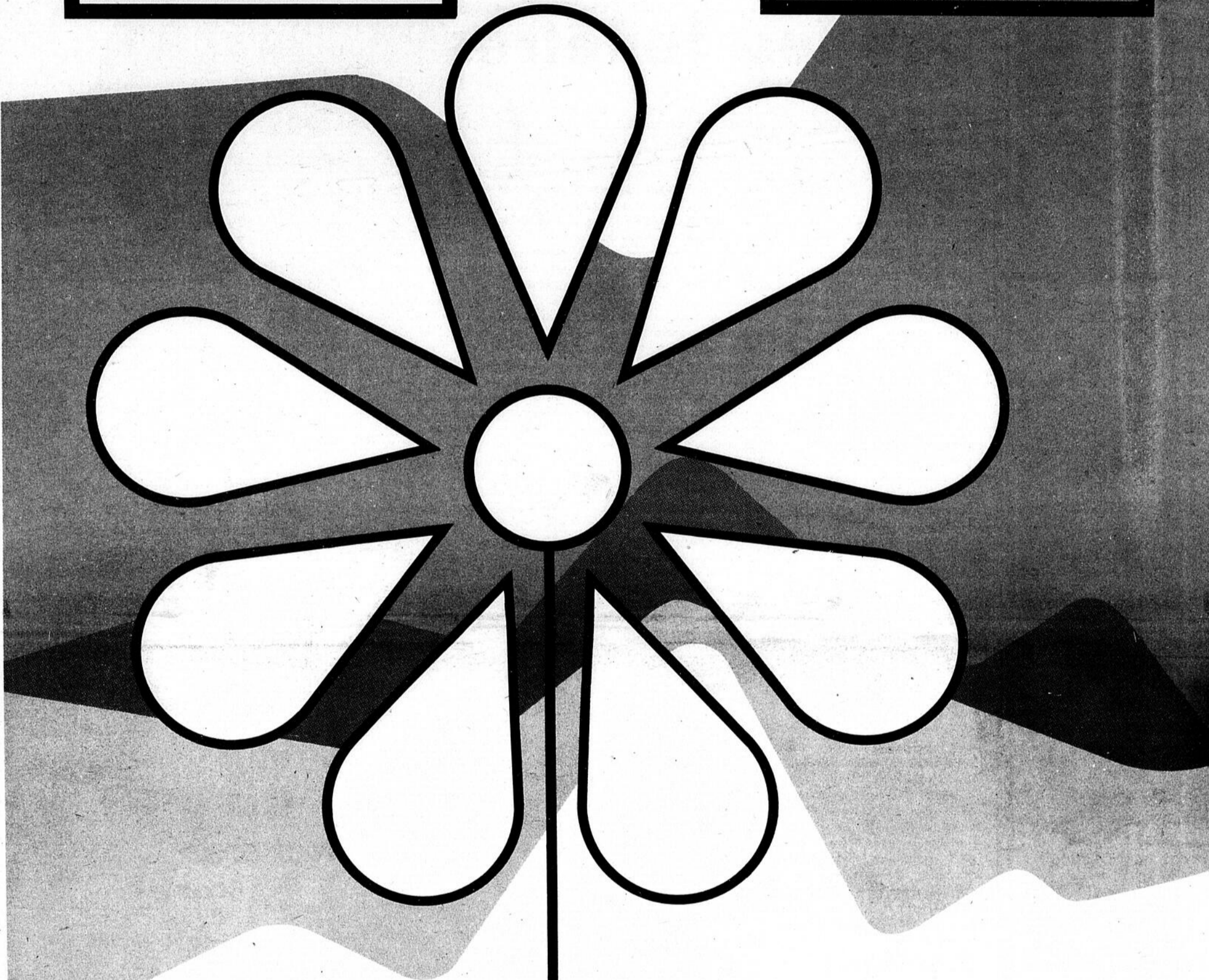


L'ÉCHO
DE LOUISEVILLE

LE COURRIER DE
BERTHIER



vie
agricole

CENTRE DE RENOVATION CENTRE DE RENOVATION CENTRE DE RENOVATION CENTRE DE RENOVATION

Vie agricole

Des millions jetés par les fenêtres?

- les producteurs reçoivent \$15 millions
- subventions de \$2 millions pour certains aviculteurs
- un budget annuel de \$162 millions
- aide spéciale aux producteurs de porcs
- subvention de recherches
- versements aux éleveurs de bovins de boucherie
- encouragement à l'emploi des amendements calcaires et des engrais chimiques
- auto-approvisionnement pour la culture du maïs-fourragère
- aide à la mise en marché des fruits et légumes
- promotion de l'industrie du bleuets et de l'acériculture
- aide au transport du bétail
- subvention à la Fédération ovine du Québec
- promotion de la production avicole
- quelques mesures d'assistance du M.A.Q.

Où vont les millions de dollars qu'administre le ministère de l'Agriculture? Peuvent-ils servir à d'autres fins que de pallier au manque de politiques du ministère?

Les titres ci-haut cités portent à réflexion: on est en présence non pas de programmes bien définis qui correspondent aux besoins des agriculteurs, mais à des solutions de "bout de chandelle" qui sont à renouveler continuellement selon la pression qu'exercent sur les gouvernants, les producteurs agricoles du Québec. La solution n'est cependant pas non plus dans la hausse des prix des aliments. Cela ferait longtemps que tout problème serait réglé si cela avait été le cas. Il y a par contre les intermédiaires, ces entreprises qui pillent sans scrupule les producteurs d'oeufs, de lait, de poulets, de porcs, de boeufs, etc. Les producteurs agricoles n'ont pas d'autres solutions momentanées que de trans-

mettre aux consommateurs ces hausses de prix.

Il semblerait que la Régie des marchés agricoles, qui a le pouvoir de faire des enquêtes auprès des agents économiques pouvant influencer sur l'échelle des prix en marché, refuse de se servir de ses pouvoirs pour enquêter auprès de ces multinationales.

Les gouvernements tant provincial que fédéral ont-ils peur d'essayer d'exercer certains contrôles sur ces grandes corporations?

Si ce n'est le cas, alors les gouvernements que nous avons manquent de politique d'ensemble et se contentent de contourner les problèmes par des solutions superficielles qui ne vont jamais aux fin fonds des malaises.

Pour améliorer la situation de l'agriculteur sans porter préjudice au consommateur comme peut le faire une hausse de prix de tout aliment, c'est une réforme complète de l'agriculture qu'il faut: contrôles sur les profits abusifs, sur la forma-

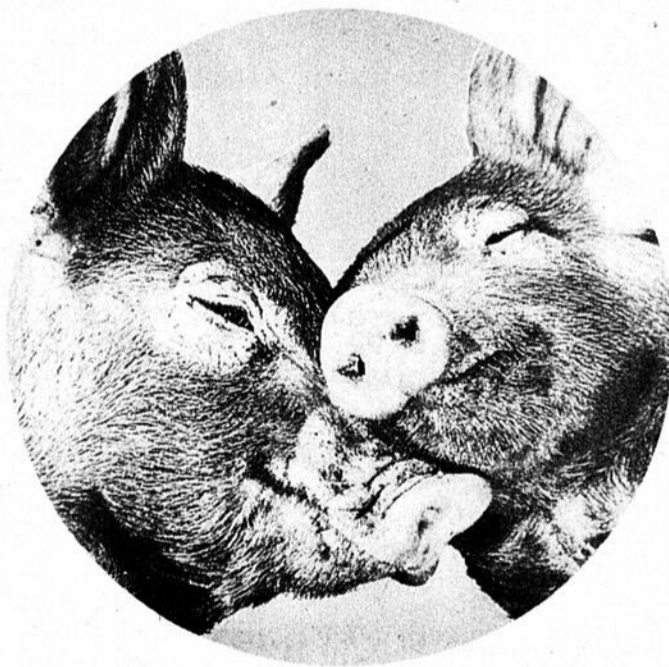
tion de monopoles, sur la fixation des prix, assurer la protection des petites entreprises agricoles, permettre le lancement de nouvelles exploitations agricoles etc.

Quand on pense sérieusement à tout l'argent que le ministère de l'Agriculture déverse d'une façon inconsidérée ici et là, il devient sinon révoltant du moins criant de voir le peu de résultats que tout cela produit.

Qui ne connaît un voisin, un oncle, un ami qui n'a par le passé bénéficié d'une subvention, d'une aide ou de quelque autre mesure d'assistance pour son bétail ou sa production?

C'est celui qui saura se mieux faire entendre du "Père Noël" qui retirera le plus d'étrennes durant l'année. Et c'est de même à chaque année, depuis des décennies.

N'est-il pas temps que l'on songe à une agriculture planifiée pour le mieux-être de nos producteurs et des consommateurs?



Les cahiers spéciaux A-1

La compagnie "Les Hebdos A-1" publie régulièrement, à l'intention de ses membres, une série de cahiers spéciaux - dont celui-ci - portant sur divers sujets d'actualité et susceptibles d'intéresser grandement tous les lecteurs de nos hebdomadaires régionaux du Québec.

Toute reproduction, même partielle ou déguisée est formellement interdite sans l'autorisation expresse de la compagnie des Hebdos A-1.

Pour toute information concernant les cahiers spéciaux, on peut communiquer avec le coordonnateur, M. Robert Paradis, a/s "Le Canada Français", 84, rue Richelieu, à Saint-Jean (tel. 347-7509; Montréal; 861-4624) ou avec le représentant des Hebdos A-1, Jean Laurin et associés, 1411 Crescent, suite 406, Montréal, tel. 845-6243.

Hommages à la Société d'Agriculture du Comté de Maskinongé.

Charles Béland
notaire



21 St-Marc
Louiseville Tél.: 228-2922

Avec les compliments de:

Musique Régent



Régent Lessard, prop.

Disques — Cassettes — Accessoires
Instruments de musique — Stéréo

351, St-Laurent
Louiseville Tél.: 228-4774

Avec les hommages de:
Yvon Milot
Notaire



Cessionnaire
du greffe
de Me P. Fleury
&
Me Jos. Langlois

222, St-Laurent
Louiseville 228-2915



Meilleurs vœux
aux agriculteurs!

André Petit
b.sc.app., a.g.
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

200 Ste-Marie
Louiseville 228-3608

Vie agricole

Une politique agricole ou de l'assistance sociale?

"Ce que les producteurs agricoles désirent, c'est une politique agricole et non des subventions qui ne sont en définitive que des mesures d'assistance sociale destinées à les empêcher de crever!"

C'est de cette façon pour le moins directe qu'un producteur agricole résumait la situation il y a quelque temps à un programme télévisé d'informations générales. Chose certaine, les agriculteurs sont sortis de leur léthargie et depuis quelques années, ils n'hésitent plus à revendiquer une place au soleil, au même titre que

le travailleur industriel ou le citoyen. Il faut dire que depuis un an ou deux, les conditions économiques ne leur sont pas favorables et ils doivent subir les contrecoups d'une inflation galopante... ils ne sont pas les seuls à devoir enregistrer de la sorte un recul mais ils sont frappés plus durement que la majorité de la population à cause même du rôle économique qui leur est dévolu.

Toute la situation d'une agriculture menacée de faillite paraît paradoxale à un grand nombre de consommateurs qui voient leurs dépenses au chapitre de

l'alimentation monter en flèche. Ne sommes-nous pas en présence de gens qui se plaignent le ventre plein, comme le dit l'expression populaire? Si les hausses au consommateur étaient versées directement au producteur, ce serait sans doute le cas mais il n'en n'est rien. Au contraire, les coûts de production montent et les prix payés au producteur plafonnent lorsqu'ils ne diminuent pas. Tant et si bien que l'agriculture toute entière se retrouve au bord du gouffre; un grand nombre de producteurs abandonnent leurs activités, d'autres sont réduits à l'inactivité et la grave question de la relève prend l'allure d'un cauchemar (s'il était si "sécurisant" d'être producteur agricole, comment expliquer l'ampleur de ce phénomène?).

Et durant tout ce temps, le Québec reste un super-consommateur qui importe globalement 80% de tout ce qu'il consomme... tout en maintenant ses producteurs agricoles aux portes de la faillite. C'est que nous sommes pris dans une économie de marché... d'offre et

de demande... de conjoncture internationale et tout le reste.

Ceux qui ont la responsabilité de la bonne marche des affaires de l'état, les gouvernements, se préoccupent-ils suffisamment de la question agricole? Poser la question c'est presque y répondre! Au niveau fédéral, les intérêts "généraux" passent avant ceux "particuliers" et l'Ouest possède un statut particulier qui ferait la joie de bien des souverainistes. Au niveau provincial, les obstacles constitutionnels semblent barrer la route à l'élaboration de toute politique agricole conséquente et suite à ce casse-tête, les crédits votés sont en baisse, le gouvernement préférant intervenir par l'intermédiaire de mesures temporaires et souvent discrétionnaires pour éviter un désastre agricole.

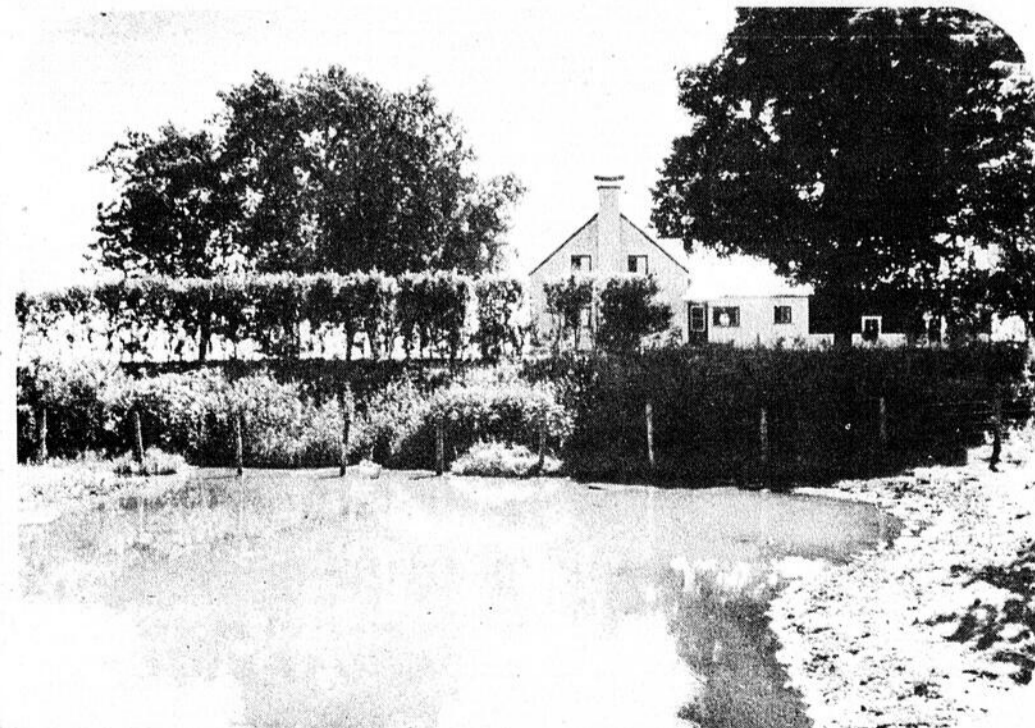
La question agricole n'est pas simple et toute solution simpliste serait nulle à court terme mais suffit-il de s'abriter derrière des difficultés constitutionnelles ou la conjoncture internationale pour

justifier l'absence d'une politique d'ensemble?

Dans les quelques pages qui constituent ce cahier, il n'est nullement question de retracer tous les aspects du malaise agricole ou de donner les solutions-miracle qui convertiraient une faillite en un succès complet. Tout au plus, dans un espace fort limité avons-nous voulu poser d'une part la série d'interventions spéciales du gouvernement sous forme de subventions aux producteurs durant la dernière année et essayer d'autre part de schématiser l'état de la question dans les principaux secteurs agricoles.

Selon même les lois de l'offre et de la demande, la lutte des producteurs agricoles devrait intéresser au plus haut point les consommateurs puisqu'il est prouvé que la multiplicité des sources d'approvisionnement, surtout en quantité suffisante, est source d'économie tandis que le monopole se traduit à brève échéance par des hausses de prix éhontées. Nous avons peut-être encore le choix...

Pierre Bornais





**23e
anniversaire
des Salons
LOUIS RICHARD**



Louis Richard, prop.
directeur, embaumeur diplômé

Louis Richard, 34 ans d'expérience, aidé de 5 fils, vous assurent:
dignité — sympathie — service discret — empressement.

**— 3 salons climatisés —
— service de 2 ambulances —**

**Hommages à la classe
agricole du comté.**

**140 St-Aimé
Louiseville — 228-4822**

Vie agricole

Il faut rester optimiste!

M. Paul Couture

"Est-ce que l'agriculture au Québec se porte aussi mal qu'on le dit?"

M. Paul Couture, à qui la question est posée, répond sans l'ombre d'une hésitation: "Je refuse d'être défaitiste. Nous avons des ressources; les producteurs savent maintenant ce qu'ils veulent et prennent les moyens de l'obtenir. Il reste à savoir si la collectivité sait, si oui ou non, elle a besoin d'une agriculture."

Pourtant, au moment même où M. Couture, président de l'Union des Producteurs agricoles répond aux questions du journaliste, l'agriculture traverse des moments critiques. Les ports sont paralysés par une grève des débardeurs, l'approvisionnement en grains de provende est sérieusement compromis. On parle même d'abattages qui sont commencés, dans certaines régions plus éloignées de Montréal, seul endroit où il est encore possible de se procurer la nourriture nécessaire pour les troupeaux.

C'est le printemps, donc le dégel. Les lois sont ainsi faites que les camions devant assurer le transport des grains ne peuvent circuler qu'avec une charge réduite. Même s'il qualifie la situation de dramatique, M. Couture conserve une sérénité qui étonne chez un homme aux prises avec des problèmes d'une telle ampleur.

UNE ANNÉE DIFFICILE

L'année qui vient de s'écouler n'a pas été non plus de tout repos: la population du Québec a d'abord connu les difficultés des producteurs d'œufs. Les autorités fédérales, au cours d'une opération qui n'est pas restée secrète longtemps, a dû enterrer quelques millions d'œufs...

L'automne fut chaud, pour dire le moins. Mêlées à

la somme de nouvelles qui composent l'actualité, les revendications des éleveurs de bovins passaient inaperçues jusqu'au moment où, posant des gestes radicaux, des éleveurs du Lac Saint-Jean crevèrent l'abcès et firent éclater au grand jour le problème que, semble-t-il, on avait refusé de voir jusque là.

L'opinion publique fut remuée: les journaux et la télévision s'étant emparées de l'affaire, personne, désormais, ne pouvait se permettre de méconnaître la situation.

Le mouvement fit des petits: près de Québec, à Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Granby, un peu partout au Québec on organisait la contestation. Blocage de routes, épandages de fumier, distribution gratuite de lait, abattage public et distribution de quartiers de viandes à des grévistes, encans de poules et de veaux au beau milieu de la route... Ce qu'on a alors appelé "la colère verte" se manifestait.

Tous ces gestes, et certains autres, ont atteint leur but: après s'être bien fait tirer l'oreille, le gouvernement, par le biais du ministère de l'Agriculture, se fendit d'une subvention dont le montant, environ \$20 millions, ronflait plaisamment dans la bouche des portavoix de l'État.

Et l'Union des producteurs agricoles, qui hérita de l'énorme tâche de distribuer cet argent, sans parler des risques qu'une telle opération implique, s'attaque à définir les règles du partage. La paix revenue, l'hiver se passa dans l'attente. Pour les producteurs de volaille, cependant, les choses gâtaient.

Les brèves qui avaient, l'an dernier, paralysé plusieurs abattoirs, avaient eu pour résultat l'accumulation de stocks importants; au

même moment, certains industriels bien connus dans ce secteur important des produits américains à un prix qui sentait le dumping à plein nez.

La Fédération qui les représente, impuissante, selon l'aveu même de ses dirigeants, à régler le problème, les laissa se trouver une façon de corriger la situation. Ils n'y arrivèrent pas, même s'ils ont réussi à faire parler d'eux en interceptant un camion et en incendiant quelques cages et quelques poulets Yankees, organisant ensuite le blocus d'un abattoir sis au seuil des Laurentides, incorrigible importateur de poulets américains.

UNE QUESTION DE REVENUS

Pour M. Paul Couture, le fond du problème se situe au niveau du revenu reconnu aux producteurs. Il est sensible à la perception qu'a le public des gestes, parfois extrêmes, posés par des agriculteurs en colère et c'est ce qui lui fait dire que si la collectivité a besoin d'une agriculture, elle doit comprendre certaines choses essentielles.

"Pour nous, dit-il, il importe de conserver les meilleurs éléments afin d'avoir une agriculture de qualité, dynamique, viable. Et la société est ainsi faite qu'il faut non seulement leur assurer un revenu qui leur importe de survivre mais qui soit de nature à les valoriser." C'est ici la reconnaissance d'un fait social, un signe des temps. Pour le président de l'U.P.A., l'image du paysan peinant et suant à longueur de journée et de semaines dans des conditions de "digne pauvreté" doit être reléguée au folklore.

L'agriculture doit permettre à ses travailleurs de s'intégrer parfaitement à la société en les rétribuant comme doivent l'être tous les

autres travailleurs de quelque secteur d'activité que ce soit.

PAS DE MILIEU RURAL

"Il n'y a pas de milieu rural, il y a une collectivité". En disant cela, M. Paul Couture tourne une page: il est fini le temps où l'on était cultivateur et éleveur par tradition familiale, par atavisme. L'agriculture est une industrie essentielle, la première industrie de base au Québec, précise-t-il, et a besoin de professionnels, de spécialistes. Ces gens là sont importants au même titre que n'importe quel membre de la collectivité. Selon M. Couture, il faut voir plus loin que les préoccupations immédiates. Parce que les terres arables se raréfient,

parce qu'à l'échelle du globe, le problème de l'alimentation se pose et se posera d'une façon plus aiguë dans les années à venir, il est de toute première importance d'empêcher l'éparpillement du capital humain qui compose la force de travail agricole.

Présentement, toute une génération d'agriculteurs risque d'être "portée disparue". Les salaires offerts dans l'industrie attirent les jeunes, avec le résultat que l'on sait. Il faudra donc qu'un correctif efficace vienne contrer le mouvement avant l'épuisement du capital humain, plus que jamais important dans ce domaine.

LES SOLUTIONS...

L'agriculteur trouvera-t-il sa sécurité de revenu dans

les poches du consommateur? "Pas nécessairement, répond M. Couture, mais il faudra bien finir par comprendre que les producteurs agricoles ne doivent pas être les seuls à tenter de comprimer l'inflation".

C'est un fait que l'inflation s'est fait sentir, et durement, dans le milieu de l'agriculture. L'augmentation des prix exigés pour les produits de base s'est répercutée, par une réaction en chaîne, sur les dépenses des producteurs. Et comme l'alimentation constitue une partie incompressible du budget de tous les citoyens, il en résulte que toute hausse de prix de ce côté rencontre des oppositions, soulève souvent un tollé de protestation et se fait presque toujours de façon douloureuse.

Voyez les grands avantages de gros tracteur de ce nouveau Massey-Ferguson de 80 forces de rendement exceptionnel



Transmission à 8 ou 12 vitesses. Choisissez la Multi-Power optionnelle à 12 vitesses, qui permet de changer de gamme de vitesses en marche, ou la manuelle standard à 8 vitesses. Embrayage monodisque de 12" avec l'une ou l'autre.

L'espacement des roues se règle rapidement et facilement avec la voie arrière réglable par moteur (VARM) ou au moyen d'un réglage de voie manuel.

MF Massey Ferguson

**GARAGE G. Gagnon
Équipement**

Dépositaire "Massey Ferguson"

2080 Rang St-Albert
St-Thomas de Joliette
Tél.: (514) 756-2479



Vie agricole

"L'avenir de l'agriculture, une question d'efficacité!"

M. Couture est convaincu qu'en outre des mesures préconisées jusqu'à maintenant le rôle du gouvernement serait de planifier afin d'améliorer l'efficacité de l'agriculture. "Pas une efficacité pour le plaisir de la chose, précise-t-il, mais une efficacité qui tienne compte des réalités humaines". Et cette efficacité devra s'accompagner d'une stabilisation des productions.

Présentement, comme le déplore, M. Couture, plusieurs grandes compagnies sont en mesure de faire des pressions en arrivant à causer des raretés artificielles. C'est ainsi que les prix sont volontairement gonflés, au détriment à la fois du producteur et du consommateur. En ce domaine il est clair que le gouvernement aura fort à faire pour civiliser certaines pratiques. Les importations, qui viennent compliquer encore les choses, devront également faire l'objet d'une étude sérieuse et de mesures de contrôle efficaces.

Dans l'état actuel des choses, il est clair que plusieurs secteurs sont envahis par des produits américains écoulés à des prix de dumping. Les structures existantes ne permettent toutefois pas de faire la preuve, à tout coup, de ces entorses



M. Paul Couture, président de l'Union des producteurs agricoles, photographié au moment de l'ouverture des Portes Ouvertes, à l'institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe.

aux ententes internationales.

Comme l'exprimait un représentant de l'U.P.A. de Joliette, lors du blocus de la Maxi-Poultry, les producteurs en sont souvent réduits à compléter ce que les étrangers ne peuvent fournir à la population, alors qu'en toute logique, dans un pays normal, c'est l'inverse qui devrait se produire.

L'AVENIR

Paul Couture n'est pas prophète. Quand on lui demande à quoi ressemblera l'agriculture dans quelques années, il ne propose pas

une vision "futurolgique".

Comme il se plaît à le répéter, il n'a pas de philosophie, mais compte sur son "gros bon sens d'habitant" pour anticiper les lendemains. Les difficultés que connaît l'agriculture, présentement, sont une excellente occasion pour ceux qui y sont impliqués de connaître à fond les ressources dont ils disposent. "C'est quand ça va mal que l'on découvre ce que l'on peut faire..."

Si on en croit le président de l'U.P.A., les problèmes ne seront jamais complètement

réglés mais les agriculteurs jouiront de conditions sans cesse améliorées pour leur faire face. Il est convaincu que l'intégration du producteur agricole à la société facilitera les choses, en modifiant profondément les données du problème.

Il conclut en disant "l'agriculture est à un tournant, peut-être le plus important de son histoire. Le temps qui vient est crucial et l'évolution de la situation va, pour une grande part, décider si les jeunes vont, oui ou non, s'engager. Quoiqu'on dise, peu importe les retards qu'on apportera à régler les problèmes, la population devra toujours pouvoir compter sur les agriculteurs. On se pose de plus en plus la question à savoir ce qu'on va manger dans 20 ans... C'est aujourd'hui qu'il faut y penser, pendant qu'on peut encore envisager des solutions acceptables."

Le "gros bon sens" de M. Couture ne le trahira pas, il s'appuie sur des siècles d'expérience, hérité de toutes les générations de paysans qui ont toujours connu les vérités premières que l'homme découvre au contact de la terre. De là lui vient sans nul doute l'assurance dont il fait preuve à travers les nombreuses intempéries qu'il traverse...

Avec les compliments de
DENIS PAQUET M.E.L.
Installations
résidentielles

•
commerciales

•
industrielles

345 Ste-Marie
Louiseville
228-2738



Avec les compliments de:

**Gilles
Béland
notaire**



151 St-Laurent
Louiseville Tél.: 228-4757

Lait en poudre ou nature?

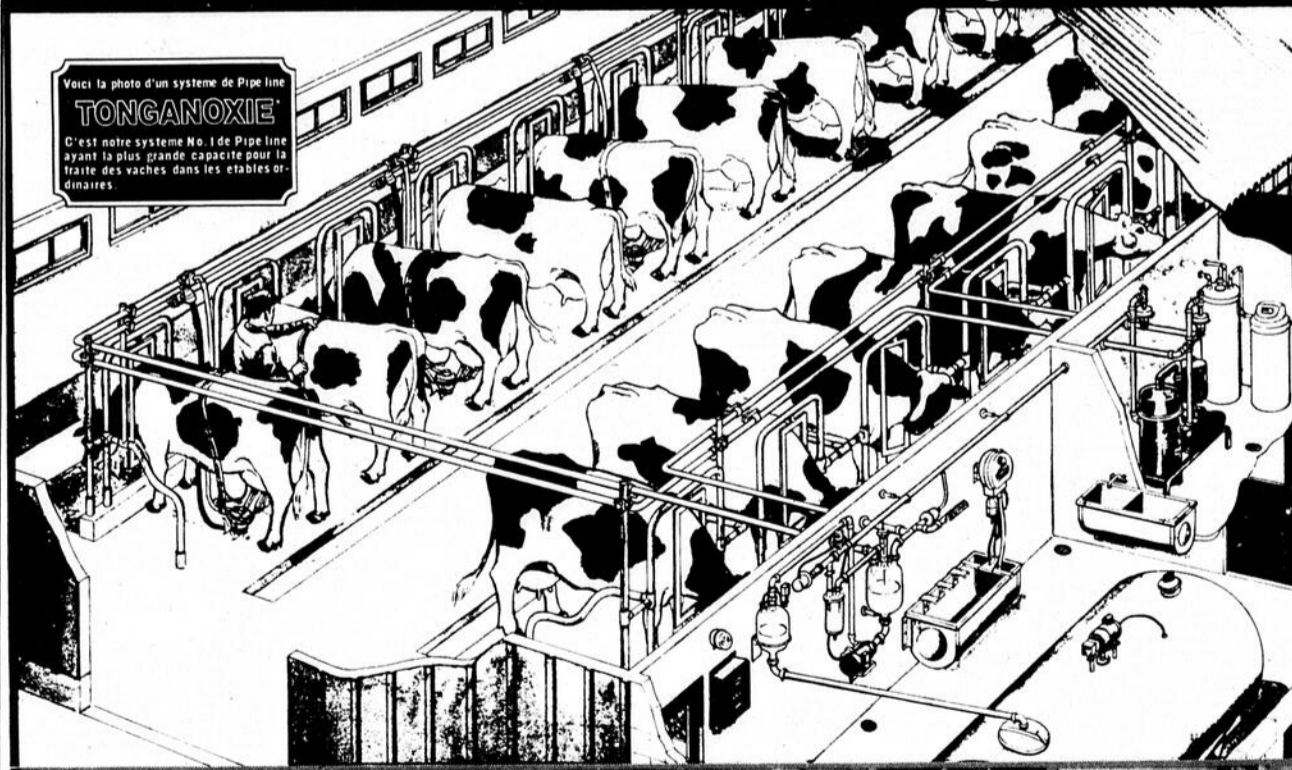
La situation du lait au Québec depuis deux ans surtout, n'est guère rose: d'une part des augmentations constantes qui ne satisfont pas les producteurs, et d'autre part un mécontentement toujours croissant chez les consommateurs, qui risquent de dégénérer en agressivité envers les agriculteurs, si le climat qui règne présentement, persiste outre mesure, sans qu'on y apporte de vraies solutions.

Il faut en convenir, il est autant ahurissant pour le consommateur de voir le prix de la pinte de lait grimper à tout bout de champ, qu'il est décevant pour le producteur de lait soit nature ou industriel, d'essuyer des refus totaux ou partiels de la Régie des marchés agricoles du Québec.

LES FAITS

On se souvient qu'en 1974, au cours d'une audience tenue en septembre, la Régie des marchés agricoles fixait le prix de la pinte de lait à 49 cents; la population en générale ne manquait pas de pousser un cri de surprise: encore une hausse!

UNE BONNE TRAITE ... c'est votre avantage additionnel avec SURGE!



Pour construire un bon système de pipe line pour la traite des vaches, cela prend autre chose que des bonnes idées; des bons arrangements de tuyaux, de boîtes ou de boîtes électriques SURGE, seul, vous offre toutes les caractéristiques additionnelles dont vous avez besoin pour traire les vaches rapidement, sûrement et proprement.

Surge est seul à fabriquer une unité de traite "Breaker Cup" qui a la capacité nécessaire pour prévenir l'accumulation et le retour du lait jusqu'aux trayons. Vous avez une traite avec un vacuum stable sur les quatre quatriers et une action vers les bas et vers l'avant. La visibilité complète et la suspension permettent d'enlever les gobelets trayeurs dès que chaque quartier est vide.

D'autres particularités avantageuses de SURGE sont les suivantes: Des lignes de lait "unilines" soit en acier inoxydable soudé, soit en acier inoxydable standard; soit en verre, des robinets à air CIP SURGE à ajustement automatique, des pompes à vide Surge Alamo, des compteurs de lait Test Surge, des régulateurs du vide à air filtre, et d'autres encore - y compris l'Electrobasin Surge pour laver le pipe line.

SURGE

•
**GABRIEL
PHILIBERT
prop.**

161 St-Laurent
Maskinongé
227-2366

Vie agricole

Un premier rang... pour quoi faire?

Depuis 1968, le Québec a devancé l'Ontario comme principal producteur laitier du Canada. Depuis cette date, le nombre de producteurs a, par contre, diminué de près de 40 pour cent, et le volume de production, à l'exception de 1973, n'a enregistré qu'une faible tendance à la baisse.

En 1973, le Québec comptait 31,546 producteurs qui ont livré ensemble 6.3 milliards de livres de lait; au premier juin 1973, on dénombrait 915 milles génisses d'un à deux ans; par rapport à la situation moyenne de 1967 à 1971, il s'agit d'une baisse de quatre pour cent pour les

vaches et de huit pour cent pour les jeunes génisses.

AU QUÉBEC

Selon les dernières données statistiques du ministère de l'Agriculture du Québec, c'est la région de Nicolet qui vient au premier rang quant au nombre de vaches laitières, avec un total de 113,000 têtes.

Viennent ensuite la région du Richelieu avec 110,000, de Québec avec 105,000, des Cantons de l'Est avec 104,000, la Beauce avec 98,000, le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie avec 90,000 et le Sud-Ouest de Montréal avec 71,000 têtes.

Cependant, en ce qui regarde le volume de livraisons chez les producteurs de lait tant nature qu'industriel, la région Nicolet cède sa place à celle du Richelieu, celle-ci comptant quelque 13.8 pour cent de la livraison de tout le Québec, contre 13.6 pour Nicolet.

Pour les autres régions, c'est celle du Québec avec 11.7, les Cantons de l'Est avec 11.1, la Beauce avec 9.6, le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie avec 8.5, le Sud-Ouest de Montréal avec 8.4, l'Assomption avec 7.0, le Saguenay-Lac-S.-Jean avec 5.9, la Mauricie avec 4.8, l'Outaouais avec 2.9 et

le Nord-Ouest québécois avec 2.7.

UNE BAISSÉ

On sait, par ailleurs, que la consommation par personne de lait et de produits laitiers est en baisse dans la plupart des pays. Au Québec, pour l'ensemble des produits, depuis cinq ans, la baisse a été de 3.5 pour cent.

Cependant, la consommation par personne, entre ces deux dates, de fromage cheddar a augmenté de 17.6 pour cent, et celle des autres fromages (qui viennent principalement de l'Ontario) de 41.9 pour cent. La

baisse la plus importante semble celle enregistrée pour le beurre, soit 12.4 pour cent, et on comprend pourquoi, après la hausse que vient de connaître ce produit.

LES HAUSSES

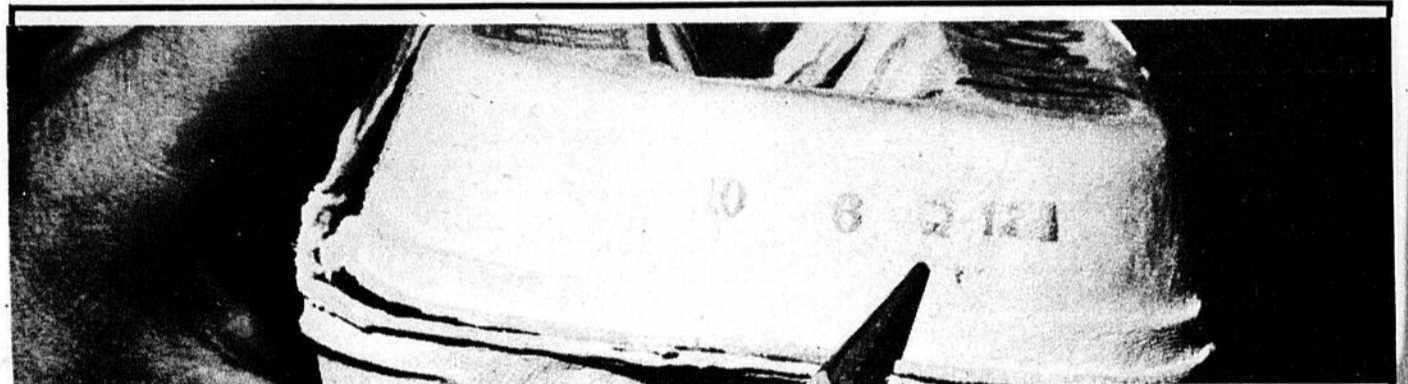
L'augmentation de tout produit entraîne inévitablement une baisse dans la consommation. Les chiffres précédents démontrent clairement que la consommation de produits laitiers au Québec est à la baisse.

Voilà qui n'est pas pour aider l'industrie laitière québécoise. Ce n'est évidemment pas une hausse du prix de la pinte de lait

qu'aurait dû décréter la Régie des marchés agricoles, surtout quand on pense qu'il y en a eu six dans un peu plus d'un an.

Car une surproduction de lait, entraînerait infailliblement une baisse dans le prix, et du même coup une augmentation dans la consommation. Il ne faut pas oublier que la rareté des protéines causée par les famines, les malnutritions, les désastres, devrait obliger les producteurs québécois à mettre l'accent sur cette production pour alimenter tout le monde qui en a besoin.

De cette façon, politiciens, technocrates, consommateurs et producteurs en tireraient tout leur profit!



Voici comment identifier vraiment un produit du Québec! La lettre "Q", tel qu'indiqué sur la photo, signifie produit du Québec. Le chiffre "12" qui suit, indique la provenance: Saint-Hyacinthe, dans ce cas. Les chiffres placés en avant déterminent la date de la mise en marché. Surveillez bien les chiffres!

ARROSAGE PAR AVION :



Blé, Orge, Avoine, Maïs, Cultures Maraîchères, Paccage, Foin, Pomme de Terre, Tabac, Forêt privée, ou tout autre culture.

Éliminez les dommages causés par le passage d'un tracteur sans que cela vous en coûte plus cher.

40 acres et plus \$2.90/acre

20 à 40 acres \$3.25/acre

UN VRAI CENTRE POUR LES CULTIVATEURS

SERVICES TECHNIQUES :

Service de surveillance et de performance des récoltes, et service d'analyses de sol.



PESTICIDES :



Nous disposons d'un service de livraison complet pour toute sorte d'insecticide, d'herbicide, fongicide et nématoicide. (Pour ceux qui arrosent eux-mêmes).

Exemple : Aatrex, Huile à Maïs, Tropotox, Embutox, Huile à Mouches.

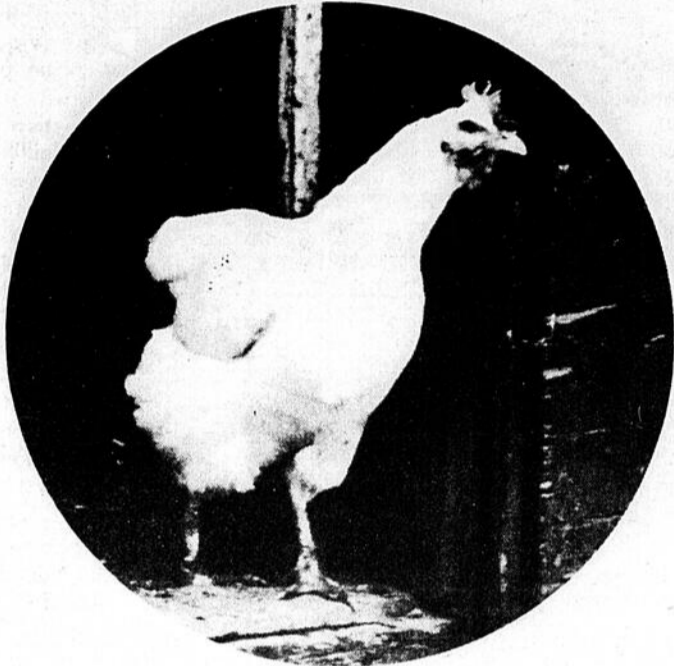
Nouveau : MCPA Estamine et 24D Estamine, deux herbicides à grain de beaucoup supérieur au 24D et MCP ordinaire.

CENTRE AGRICOLE HARNOIS INC.

ST-THOMAS, Comté JOLIETTE. — Tél. : 753-3391 - 3392
(RUE DU VENDEUR FORD, A ST-THOMAS)

Vie agricole

C'est comme l'oeuf de...



Certaines solutions semblent faciles à trouver, du moins, si l'on se fie au dicton populaire: "c'est comme l'oeuf de Christophe Colomb, il suffisait d'y penser". Bien plus complexe est le problème des oeufs qui défraya les manchettes des journaux, il y a peu de temps: "oeufs enfouis à Freligsburg", "les producteurs refusent de réduire leur rendement", etc.

Si l'on pense aux veaux abattus par les producteurs, aux oeufs qui pourrissent, l'on ne peut que tirer la conclusion que le malaise est général en agriculture. Voyons les derniers faits dans le secteur des oeufs.

LA DESTRUCTION

Il y a moins d'un an, l'Agence canadienne de mise en marché détruisait des millions d'oeufs avariés, ce qui ne put empêcher une vague de protestations dans toutes les régions du Québec.

La chose était à prévoir alors que les denrées alimentaires sont de plus en plus rares et ne cessent d'augmenter de prix.

Gaspiller ces oeufs impropres à la consommation parce que retenus trop longtemps, sans doute pour faire monter les prix, est scandaleux.

Cette prise de conscience par la collectivité, de l'irrégularité d'un tel geste que d'aucuns qualifient d'immoral, ne devrait, même pas aujourd'hui, surprendre personne, même s'il n'y a pas tellement longtemps encore, des millions de boisseaux de céréales furent détruits purement et simplement pour protéger les prix du marché.

Mais, derrière tout ce battage publicitaire et ces gestes désordonnés, il y a les producteurs et les consommateurs qui sont, chacun à leur extrémité, un seul et même corps qui est dévoré sans pitié.

Depuis quelques années, le nombre de producteurs, dans ce secteur aussi, diminue rapidement; c'est que les temps sont difficiles...

réalité, c'est le principe même d'organisation, plutôt que les agences de commercialisation comme telles qui est la source des problèmes que l'on connaît actuellement.

UN SURPLUS

Plus près de nous, soit au printemps, et sur un autre plan, les producteurs d'oeufs refusaient de réduire leur rendement de dix pour cent dans le but de combattre les effets d'un surplus dans la production.

L'Office national canadien de mise en marché signifiait aux responsables québécois qu'ils devaient imposer des restrictions à leurs producteurs pour éviter que ne s'accumulent les stocks et, surtout, pour qu'on ne se retrouve pas à plus ou moins brève échéance devant une situation semblable à celle qui avait forcé les autorités fédérales à ordonner la destruction massive de milliers de douzaines d'oeufs.

La production canadienne, en regard des besoins du marché, a été fixée à 420 millions de douzaines. Là-dessus, les producteurs québécois ont un contingentement situé à 78 millions de douzaines. Or, en 1974, la production québécoise se serait maintenue à environ 68 millions, selon les chiffres publiés par Fedco.

MÉCONTENTEMENT

Et avec raison, ces consommateurs sont mécontents; ils estiment payer un prix trop élevé pour leurs oeufs!

Suite à la destruction des oeufs, la Commission de surveillance que préside Mme Plumtre n'a pas mâché ses mots et a tout simplement accusé les gouvernements d'avoir contribué à l'augmentation du prix des oeufs en laissant les agences provinciales de mise en marché "mal gérer l'industrie, plutôt que la bien diriger".

LA SOURCE

L'organisation des agences de commercialisation des oeufs et les conditions du marché ont vraisemblablement été la cause de la situation peu satisfaisante depuis un an. Mais la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires reste convaincue qu'en

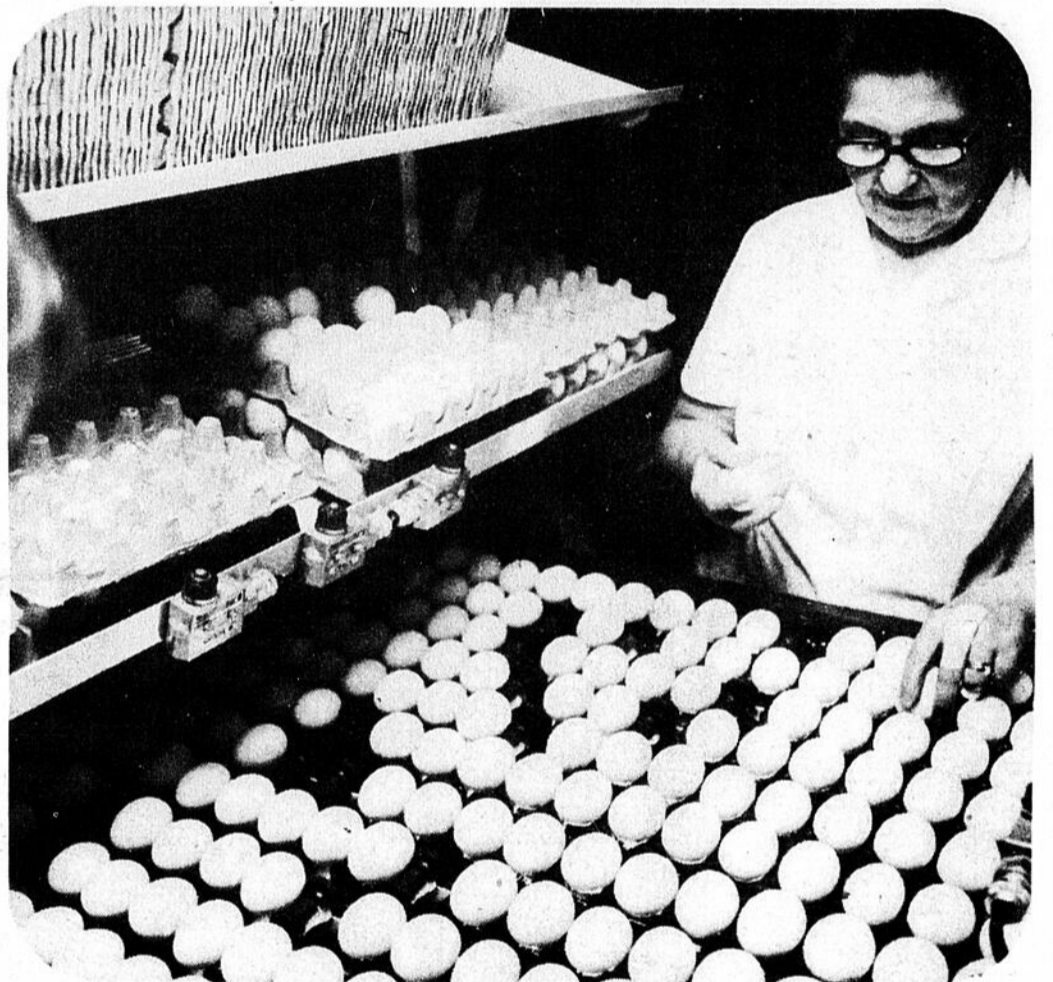
L'argument avancé par Fedco qui menaçait même de se retirer de l'agence canadienne, était basée sur le fait que les surplus provenaient des autres provinces qui, traditionnellement, défontent leurs contingentements d'une façon régulière; ce que l'on désirait, en fait, c'était d'amener tous les producteurs, de quelque province qu'ils soient, à se montrer plus raisonnables, avant de

pénaliser davantage un groupe particulier.

Il semble donc que le Québec à obtenu, de l'Office canadien de commercialisation des oeufs, sinon un retour sur sa décision, du moins une modification importante quant aux termes de la réduction imposée, qui sera calculée non pas sur la production actuelle mais sur les quotas alloués; ce qui, en

définitive, réussira à pénaliser plus fortement les producteurs qui dépassent la limite.

Par ailleurs, on semble attendre beaucoup du gouvernement qu'on espère voir agir dans le cas des importations américaines, et aussi dans l'implantation de politiques adéquates correspondant aux besoins des agriculteurs québécois.



Garage Germain Gagnon

179 St-Laurent

Maskinongé

227-2016



Cultivateurs!
Invitation à venir voir les dernières techniques en équipement agricole et industriel.

SPERRY NEW HOLLAND

ENSEMBLE
ENSEMBLE
ONLY
CHACUN

LE MOUVEMENT
DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS

ENSEMBLE
ENSEMBLE
ONLY
CHACUN

**la solution appropriée
à vos besoins
personnels et collectifs**



Bon succès

Vie agricole

1,260 CAISSES POPULAIRES DESJARDINS • 10 UNIONS RÉGIONALES
LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES • L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS
LA SAUVEGARDE, COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
LA SÉCURITÉ, COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES DU CANADA
LA FIDUCIE DU QUÉBEC • L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE DESJARDINS
LA FÉDÉRATION DE QUÉBEC DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS

AUTANT DE SERVICES, AUTANT DE POSSIBILITÉS.
C'EST ÇA LE MOUVEMENT DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS.

Les Caisses populaires Associées

ST-BARNABÉ Jean Gauthier gérant	ST-SÉVÈRE Gilles Boisvert gérant	ST-THOMAS DE CAXTON Mme Marie-Rose Turcotte gérante	LOUISEVILLE J.R. Bellemare gérant	STE-URSULE Mme Lucette Gélinas gérante	YAMACHICHE Maurice Carbonneau gérant
ST-EDOUARD Genest Hamelin gérant	ST-PAULIN René-Paul Lessard gérant Comptoir pour Ste-Angèle	ST-ALEXIS- DES-MONTS Jean-Jacques Plante gérant	MASKINONGÉ Marius Leblanc gérant	ST-JUSTIN Jean-Guy Deshaies gérant	CHARETTE Pierre Deschênes gérant

SHUR-GAIN

SHUR-GAIN

Bienvenue cultivateurs

Votre meunier "Shur-Gain": —Un spécialiste en son domaine— —Faites-lui confiance—



Sylvio Proulx
Meunerie
A.S. Proulx
St-Barnabé Nord



Marcel Bérard
Meunerie
Marcel Bérard Ltée
Yamachiche



Claude Bastien, prop.
Meunerie
Claude Bastien Inc.
St-Paulin



Jean Bélanger Ass. Gérant
Meunerie
F.-X.-A. Bélanger Enr.
Maskinongé



Jean-Jacques Cloutier, prop.
Meunerie
Cloutier
Louiseville

SHUR-GAIN

SHUR-GAIN

AVEC

- "SHUR-GAIN":** — Les Recherches sont sous conditions canadiennes.
 — La Qualité est de tout premier ordre.
 — Le Service technique est adéquat.
 — A ceci, il faut ajouter le service d'analyse gratuit de vos grains — fourrages.

LES ALIMENTS ÉQUILIBRÉS ET
LES PRODUITS DU SERVICE SANTÉ ANIMALE
augmentent vos PROFITS

DIVISION SHUR-GAIN

CANADA  PACKERS

Montréal

St-Romuald

SHUR-GAIN

SHUR-GAIN

Vie agricole



Un problème angoissant: la relève agricole!

Les problèmes avec lesquels sont confrontés les producteurs agricoles sont nombreux. Parmi ceux-ci, celui de la main-d'oeuvre occupe toujours une place importante et il ne se passe point d'année, où, le moment venu, plusieurs secteurs de production sont menacés, particulièrement au moment de la récolte, par les immenses difficultés que pose le recrutement des travailleurs en nombre suffisant.

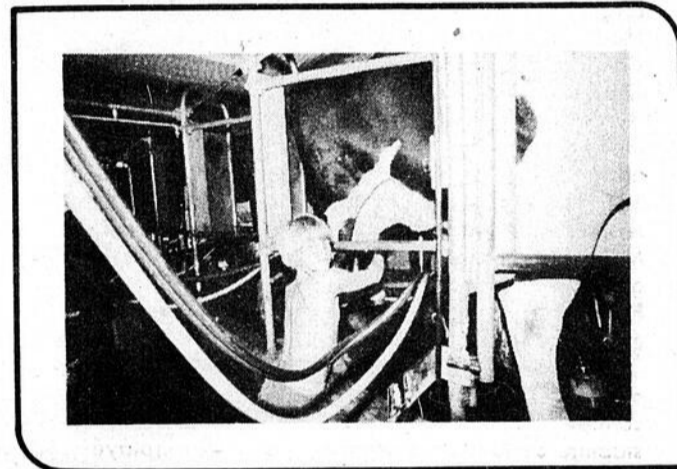
Il en résulte, généralement, des pertes importantes, des délais souvent impossibles à rattrapper et tous les inconvénients qui en découlent. Plusieurs producteurs, ne pouvant s'assurer l'aide nécessaire, doivent fournir des efforts supplémentaires qui, à la fin du compte, les épuisent, mettant ainsi en danger et leur santé, et leur vie: la fatigue des efforts prolongés a un effet inhibiteur sur l'attention, la concentration, les réflexes et le travailleur devient ainsi plus sujet aux accidents qu'en temps normal.

Les causes:

Le malaise est, bien sûr, un phénomène social. L'escalade du coût de la vie a entraîné, dans la plupart des industries, des hausses de salaires parfois considérables. Le mouvement a eu un effet d'entraînement qui s'est répercuté, quoiqu'avec un certain décalage, sur les prestations versées aux chômeurs et aux assistés sociaux. Cycliquement, on entend répéter que ces prestations, trop élevées, entretiennent le réservoir de la

main d'oeuvre inactive dans un état d'indépendance vis-à-vis les emplois disponibles mais moins rémunérateurs.

Pourtant, M. Marcel Ostiguy, député du comté de Verchères, préconisait il y a deux ans des mesures susceptibles de permettre aux chômeurs et aux assistés sociaux de travailler à la récolte des pommes sans perdre leurs droits à des prestations. Malheureusement, la proposition n'alla pas plus loin que l'énoncé d'un voeu pieux

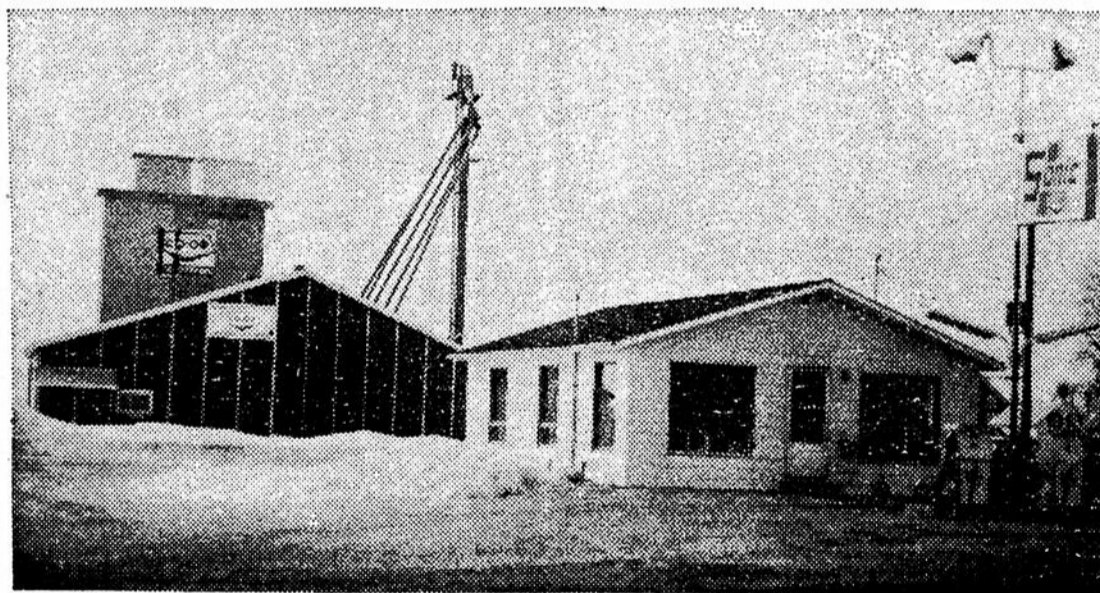


LA MEUNERIE COOPERATIVE DE ST-BARTHELEMY
est au service de la population et des cultivateurs en offrant de "tout sous un même toit".

Engrais chimiques

Mélange d'engrais sur prescription disponible en sac
885-3466

6 camions pour la livraison d'huile et pétrole



Bernard Brissette, gérant

Produits sanitaires pour les animaux

Moulées et engrais alimentaires

Peinture "Fédécot"



Distributeur du PETROLE SONIC

- huile à chauffage "fournaise"
- huile à poêle blanche
- gaz jaune
- huile diesel
- service de livraison de 24 hres

DRAIN DE PLASTIQUE 4" ET 6" "DAYMOND"

- broche à presse
- corde à presse
- tôle galvanisée ● clous
- chaînes et accessoires
- boyaux d'arrosage
- congélateurs et Cascade 40-60
- pelles et fourches
- huile à moteur Co-Op, à chaîne hydraulique
- antigel et lave-vitre
- tuyaux de plastique Co-Op

MEUNERIE COOPÉRATIVE

**ST-BARTHÉLEMY
885-3811**

**LOUISEVILLE
227-4994**

Vie agricole

Un début de réponse encore timide...

On tenta de faire appel à une main d'oeuvre étrangère, avec un succès mitigé. A ce jour, il ne s'est pas présenté de solution miracle et la situation, d'année en année, continue de laisser fortement à désirer.

Même si dans le secteur des travaux saisonniers les difficultés semblent insurmontables, elles ne sont pas moins importantes pour ce qui touche la recherche d'une main d'oeuvre stable, que recherchent des producteurs de plus en plus nombreux.

Il fallait donc mettre sur pied une structure capable, à long terme, de laisser espérer en une solution.

En septembre, on vit donc apparaître le Service de Main d'Oeuvre agricole du Canada. Implanté d'abord à Québec et à Saint-Hyacinthe, le Service compte maintenant des bureaux dans sept régions du Québec. C'est grâce à une entente entre le ministère de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration et l'Union des Producteurs agricoles que cette idée se concrétisa.

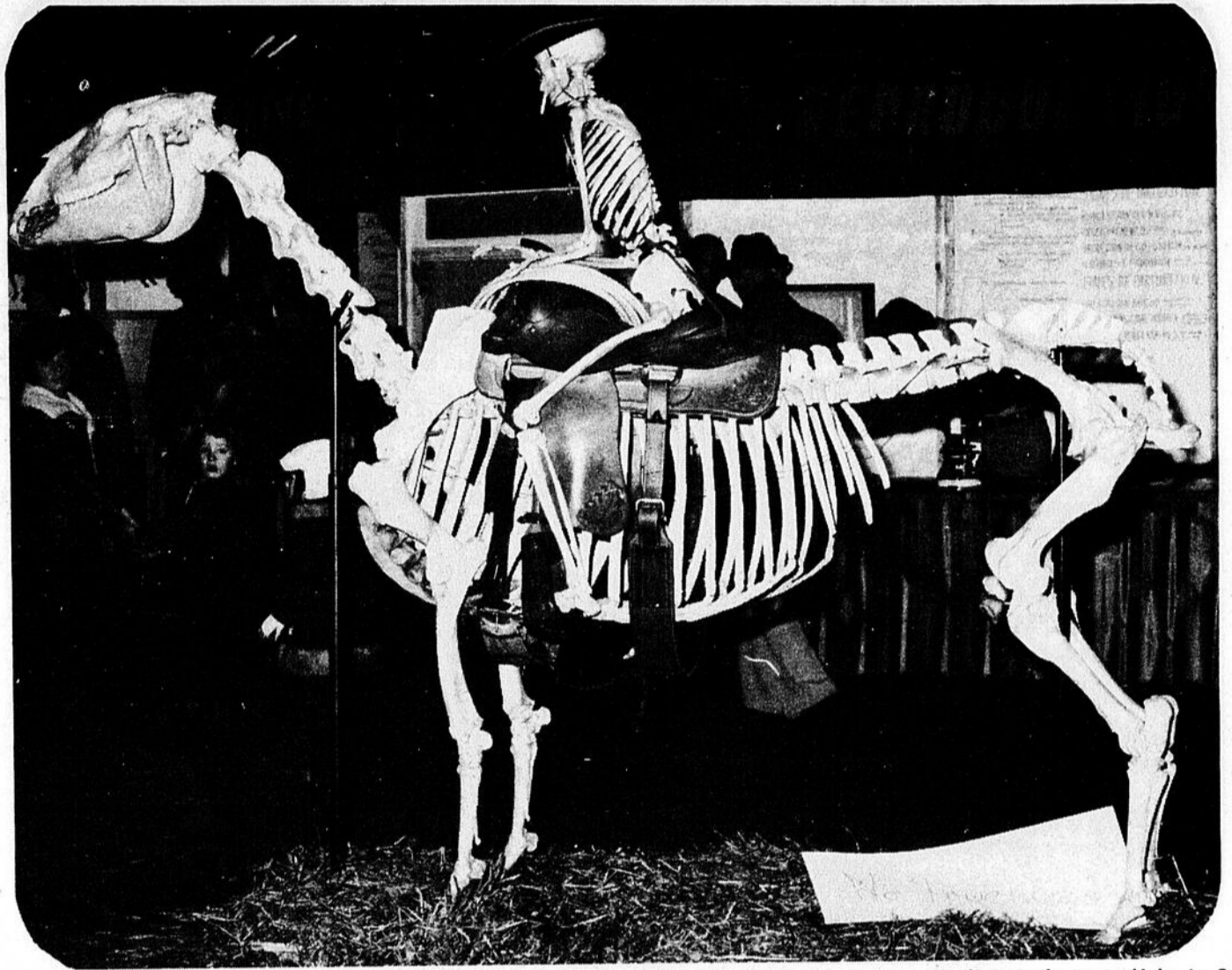
Ce qu'on tente de faire, avec ce service, c'est de contrer la diminution et l'instabilité de la main d'oeuvre agricole, et de permettre aux

producteurs de concurrencer les autres secteurs d'emploi.

Le travailleur y trouve également son compte: l'information étant centralisée, il n'a plus besoin de courir les fermes pour trouver de l'embauche. En plus, il peut profiter des services de transport et de logement, sans compter les possibilités d'obtenir une certaine formation dans le domaine qui l'intéresse.

L'agriculture étant devenue une industrie fort complexe, impliquant des mises de fond importantes, l'employeur espère presque toujours engager un travailleur expérimenté, ne serait-ce que pour éviter des erreurs coûteuses.

Par ailleurs, la main d'oeuvre spécialisée dans ce domaine est fort rare et les salaires payés en industrie attirent fortement les jeunes loin des fermes. Les agents en placement agricole voient, dans leur rôle, un aspect éducatif important. Ils doivent souvent faire comprendre aux éventuels employeurs que le salaire doit correspondre à l'effort demandé et être assez substantiel pour qu'un jeune puisse espérer vivre convenablement en travaillant comme employé sur une ferme.



Un cavalier de l'apocalypse ou une vision pessimiste de la désintégration progressive de l'agriculture québécoise? Une vision qui n'enchanté personne.

PIERRE-AIMÉ HOULE INC.

1721 Principale

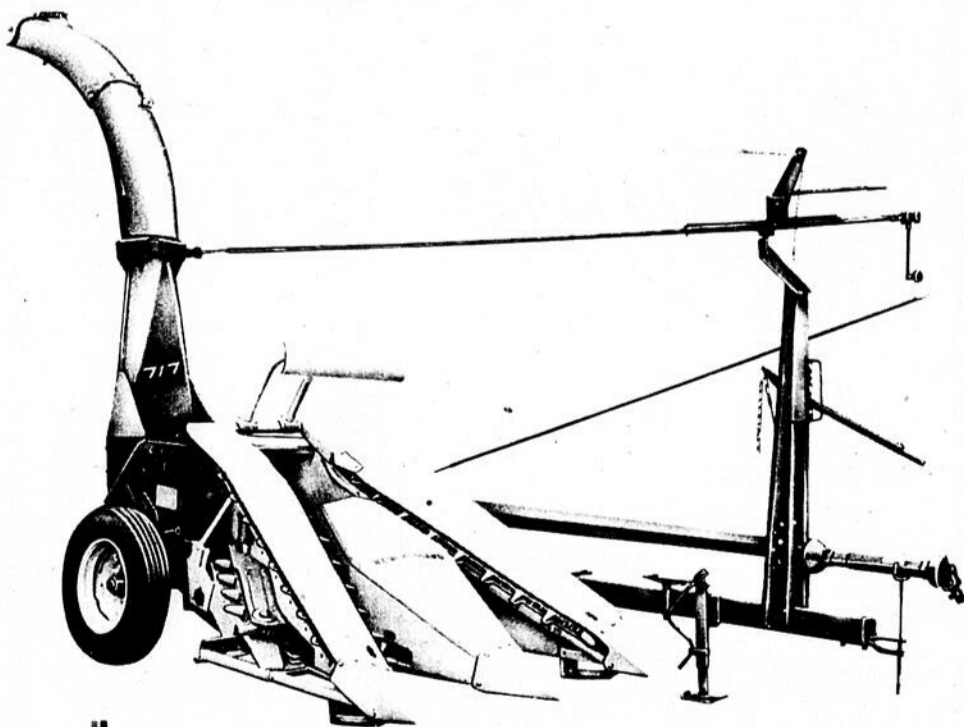
St-Cuthbert

836-3626

VENTE & SERVICE



Faucheuses conditionneuses
"HAYBINE"
neuves et usagées
Fourragères neuves
et usagées de toutes marques



NEW HOLLAND

La direction et le personnel des Produits Caillette offrent leurs meilleurs voeux aux cultivateurs de toute la région.



MASKINONGÉ

227-2363

Vie agricole

Le monde du travail agricole doit-il suivre des lois spéciales?

Le service est encore à l'état d'élaboration. Se refusant d'être des intermédiaires passifs qui ne feraient que transmettre des adresses de l'un à l'autre, les agents examinent constamment ce qui se fait, prêts à s'adapter, à changer à mesure qu'ils découvriront toutes les données de la question.

Les offres d'emploi sont examinées par des agents et les candidats qui se présentent aux bureaux du Service de Main d'Oeuvre agricole rencontrent les responsables. On établit alors les compatibilités entre les exigences de l'employeur, les avantages qu'il offre, les attentes du candidat et ses possibilités.

Le fait que le service est administré par l'Union des Producteurs agricoles et logé dans ses bureaux constitue un atout majeur qui lui assure un fonctionnement en étroite relation avec la réalité sur laquelle il veut avoir prise. Plus souvent qu'autrement, les agents de placement sont issus du milieu agricole et connaissent par le menu les implications directes de leur travail. Ils sont donc à même de bien évaluer un candidat, de reconnaître chez lui le sérieux et la détermination, de même qu'ils peuvent, le cas échéant, identifier à la base certains problèmes qui peuvent se poser avec certains employeurs.

Il n'y a pas, répétons-le, de solution miraculeuse à ce problème. Le jour où le Québec se sera donné une politique de l'agriculture, le jour

où il sera possible d'envisager la production agricole comme une industrie normale, le portrait changera alors très certainement.

Pour l'instant, l'incapacité de payer et d'assurer des conditions de travail équivalentes à celles offertes ailleurs est un des principaux facteurs qui privent le producteur d'une main-d'oeuvre dont il a un besoin croissant. D'ici là, on peut s'attendre à ce que certains programmes gouvernementaux viennent pallier à la pénurie de travailleurs, mais le problème subsistera jusqu'à ce qu'un revirement de la politique provinciale dans ce domaine ne survienne. A ce moment, le Service de Main d'Oeuvre agricole jouera pleinement son rôle. La structure sera alors établie, ses rouages éprouvés.

Pour l'instant, les responsables ont à envisager de travailler dans un univers où la Loi du salaire minimum n'existe pas, qui n'entre pas sous la juridiction de la Commission des Accidents de Travail, où la sécurité d'emploi est laissée à l'entière discrétion de l'employeur. Et ils doivent quand même tout mettre en oeuvre pour intéresser des jeunes ouvriers à ce mode de vie.

Ce n'est pas une mince tâche et il ne faudrait pas s'étonner qu'après quelques mois d'existence les chiffres, en termes absolus, ne fassent pas état d'un bilan extraordinaire. Cela sera vrai tant que les véritables solutions échapperont à ceux qui, aujourd'hui, ont à vivre le problème sur une base quotidienne.



Avec les compliments de:

Me Michel Masson

B.A. L.L.L.

Notaire et Conseiller juridique



Cessionnaire des greffes de Me Jean-Paul Chevalier, Me J.A. Ferron, Me J.A. Coutu et Me J.H.M. Coutu

**Bureau: 200 Ste-Marie
Tél.: 228-2793**

**Résidence: 290 Dalcourt, App. 16
Tél.: 228-3213 Louiseville**

Avec les hommages de:

Quasar™
MOTOROLA

Çà
c'est une
vraie bonne T.V.
Exigez QUASAR
vous ne vous
tromperez pas.

**Pourquoi ne
pas l'essayer?**

**Constatez
vous aussi,
la valeur hors-pair
des téléviseurs
"QUASAR"
100%
transistorisés.**

**2 ans de garantie
sur pièces et service.**

Chez: Roger Télévision Enr.

Roger Baril prop.

160, 3e Rue — Louiseville — Tél.: 228-4615

Nous faisons pour bien vous servir.

*Hommages
aux agriculteurs de la région!*

Montour Réfrigération Enr.

Phil. Montour, prop.
Contracteur Licencié

RÉFRIGÉRATION:

**Commerciale
Industrielle**

Ouvrage garanti
Installation et réparation
pour toutes marques
de "Bulk Tank"

540, Grande Carrière — 228-5459 — Louiseville

Vie agricole

L'importance des dépenses alimentaires

Un marché de \$2.5 milliards

La guerre des prix entre les géants de l'alimentation, les récentes protestations des consommateurs contre la hausse des prix de détail ont fait croître l'intérêt porté aux dépenses alimentaires. Les uns se disputent un marché de plusieurs centaines de millions de dollars, les autres réalisent qu'une augmentation des prix des denrées alimentaires affecte sérieusement leur budget.

En 1971, les Québécois ont dépensé \$2,643 millions pour leur alimentation, soit près de trois fois plus que le montant dépensé au début des années '50. Depuis 1960, ces dépenses ont augmenté à un rythme annuel moyen supérieur à 5.5%. Cette croissance s'explique par l'augmentation annuelle de la population (1.5%) et des prix (1.6% et surtout celle des dépenses par personne (3.4%). Chaque Québécois a consommé pour \$439.00 de denrées alimentaires en 1971, près de deux fois plus qu'au cours des années 1950-54.

De nos jours, l'alimentation occasionne encore près de 20% de toutes les dépenses de consommation à comparer à 28% durant la période 1950-54. La diminution relative des dépenses alimentaires dans le budget total de consommation est l'effet conjugué d'un grand nombre de variables, qui influencent la demande d'aliments à des degrés divers: le revenu du consommateur, le prix des denrées alimentaires, les habitudes culturelles, le degré d'urbanisation, la diminution de l'effort physique au travail, les goûts et les modes. Les plus déterminantes de ces variables sont, sans contredit, le revenu du consommateur et le prix des aliments.

L'effet de l'augmentation des revenus

On mentionne généralement que la demande de produits alimentaires est inélastique par rapport au revenu. On entend par là qu'une augmentation du revenu des consommateurs entraîne peu ou pas d'augmentation dans leur

demande en denrées alimentaires.

Il est possible de vérifier cette inélasticité de la demande dans le temps et dans l'espace. Au cours de la période allant de 1960 à 1971, le rythme annuel moyen d'augmentation du revenu disponible par personne a été de 4.0% comparativement à 2.8% pour les dépenses alimentaires par personne (exprimées en dollars de 1961). Il en résulte que le rapport entre les dépenses et les revenus a diminué, passant de 22.2% à 17.2% durant la période considérée.

Par ailleurs, une enquête réalisée auprès de 10,000 ménages canadiens montre pour l'année 1969, que plus le revenu familial est élevé, moins la part du budget consacrée à l'alimentation est importante. Les résultats de cette enquête révèlent que les familles, dont le revenu est inférieur à \$3,000., en consacrent près de 40% aux dépenses alimentaires, alors que ces dépenses ne rognent que 12.2% du revenu des familles les plus fortunées (\$15,000 et plus).

La consommation exprimée en dollars augmente, mais moins rapidement que le revenu du consommateur; l'élasticité de la demande alimentaire, exprimée en dollars, est donc positive mais inférieure à l'unité. Par contre, l'élasticité de la demande, exprimée en volume, est légèrement négative. On peut le vérifier.

Chaque Québécois ne consomme plus, en 1969, que 95% du poids d'aliments qu'il consommait en 1954. Pourtant, entre ces deux années, le revenu disponible par personne a augmenté de 62%. Il n'y a, en fait, que la demande de volailles qui ait augmenté plus vite que les revenus (élasticité supérieure à l'unité). La consommation de viandes, de fruits et de légumes a cru, mais moins rapidement que le revenu disponible (élasticité positive et inférieure à l'unité). Enfin, les produits laitiers, les oeufs et les céréales sont de moins en moins consommés (élasticité négative).

Nos compliments aux cultivateurs de la région.

MALBEUF EQUIPEMENT INC.

Représentant



"CASE" et "DAVID BROWN"
Ludger Malbeuf, prés.

771 boul. Est
Louiseville

228-4592

VENTE
SERVICE



Représentant: Dominique Lafrenière
Tél.: 227-2051



COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

MOULÉES — SEMENCES — ENGRAIS CHIMIQUES
QUINCAILLERIE AGRICOLE — INSECTICIDES, ETC. . . .
GAZOLINE ET HUILE À CHAUFFAGE.

433 boul. Trudel — Yamachiche

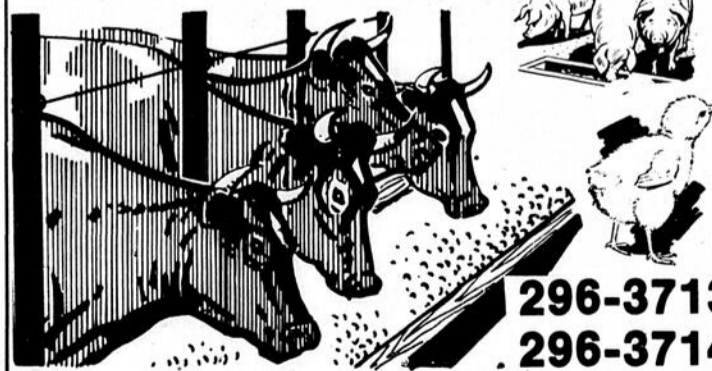


Gamme complète des produits de santé animale.

CO-OP

S.P.L.

SUPPLÉMENT PROTÉIQUE LIQUIDE



296-3713
296-3714

Vie agricole

Diab! Que mangez-vous donc?

Du scandale des oeufs, étant producteur directement fouetté, je vous partage certaines interrogations.

Comment se fait-il, que nous producteurs québécois, produisons à peine 60% de nos besoins de consommation provinciaux, nous ayons des surplus?... Que mangez-vous?... Savez-vous reconnaître les oeufs québécois, des ontariens, manitobains... américains?

J'ai constaté, auprès de gérants d'importants magasins d'alimentation, de notre région leurs hésitations, voire même leur ignorance sur les lieux d'origine des oeufs, qu'ils offraient à leur clientèle.

Sans vouloir généraliser, je ne puis que réaliser un

manque d'information marqué. Ceci n'est surtout pas un blâme à leur égard, mais comment prétendre que les consommateurs soient mieux renseignés. Cette ignorance bien involontaire, ne serait-elle pas cependant, quelque peu responsable de la naissance de certains... scandales?

Il est temps de savoir, qu'en vertu des lois de mise en marché québécoises, les oeufs produits ici, portent toujours l'inscription «PRODUIT DU QUEBEC». L'Agence de vente de la Fédération des Producteurs d'oeufs de consommateur du Québec: FEDCO arbore son sigle à chacune des boîtes utilisées.

De plus ces dernières

véhiculent tout un code identifiant le lieu d'origine. Q: Québec, le numéro du poste de classification (12 pour S.-Hyacinthe) ainsi que la date de classification desdits oeufs.

Seul ce code garantit la responsabilité et l'assurance de qualité, de fraîcheur. Plusieurs chaînes d'alimentation ont ajouté ces détails à leur propre marque de commerce, tandis que certaines autres à siège social ontarien s'y refusent encore. Pourquoi alors?...

Les oeufs canadiens (produits hors Québec) portent les annotations «PRODUIT AU CANADA» et la feuille d'érable rouge ne déterminant que la catégorie par Canada A-1, CANADA A.

Les seules informations du genre: Empaqueté par ou Empaqueté pour ne révèlent en rien l'origine des oeufs, mais uniquement le responsable de la distribution.

Mais quelle identification portaient les 41 millions (statistiques Canada) d'oeufs américains, lors de leur invasion massive du printemps dernier?... Et les 2,160,000 entrés cette semaine? Etes-vous si sûrs de ne point avoir de ces petites "merveilles" dans votre «frigo»?

Il demeure une logique plus qu'évidente, il est inutile aux producteurs québécois de vous produire des oeufs sans compter D'ABORD sur votre encouragement.

De grâce, n'oubliez plus, qu'à chaque fois que vous

favoriseriez l'achat de l'extérieur, en plus de leur offrir nos marchés, sur plateau doré, vous signeriez inexcusablement notre arrêt de mort et cela sans en payer un traître sou... de moins.

Ça serait vraiment trop généreux et inconvenable!

Monique Bernard, aviculteur
Mont Saint-Hilaire
(Verchères)



Un homme fait tout...

sans quitter le siège de son tracteur!

La fenaison avec une

MEULONNEUSE

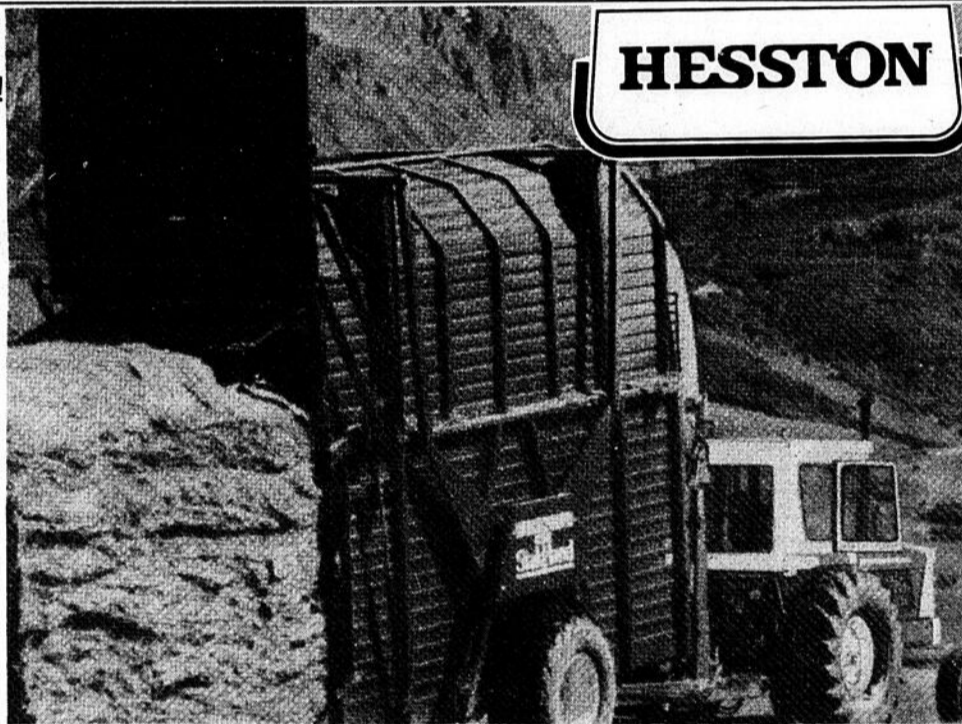
est fort simple!

Vente & Service

White — Oliver — Hesston —
Dion

**GARAGE
PIERRE DUGRÉ**

1060 St-Laurent
St-Barthélemy 885-3202



HESSTON

1 RAMASSAGE

Raccordez l'arbre de prise de force et le système hydraulique de votre tracteur à la "meulonneuse" "STAKHAND" de votre choix. Placez l'équipement à cheval sur l'andain, abaissez le ramasseur et ramassez l'andain. La "meulonneuse" distribue le foin dans la chambre à compression. Dans plusieurs régions vous pouvez ramasser le foin à un plus haut degré d'humidité que si vous aviez à le presser. Vous êtes donc moins vulnérable à la mauvaise température et vous pouvez entrer plus tôt dans le champ après une pluie.

2 PRESSAGE

Faites un bref arrêt, actionnez les contrôles du canopé et celui-ci comprime le foin. Retournez le canopé télescopique vers le "haut" et continuez à monter votre meulon. La sorte de foin, son degré d'humidité et d'autres facteurs détermineront le nombre de fois que vous répétez l'opération. La forme du canopé, arrondit la partie supérieure du meulon protégeant le foin contre la mauvaise température.

3 EMPILAGE

Les "meulonneuses" déchargent automatiquement. Transportez votre meulon le long de la route, dans une cour ou à l'endroit d'alimentation, ou laissez-le dans le champ. La plupart des barrières et des chemins de ferme conviennent aux "meulonneuses". Quand vous avez décidé de l'endroit, la "meulonneuse" se décharge au toucher du doigt.

L'Exposition du district de la Mauricie à St-Barnabé



présente une variété sans précédent de divertissements pour jeunes et moins jeunes, du 20 au 24 août 1975

Judi

journée des enfants
stationnement immense
(30 arpents carrés)



Entrée gratuite
pour enfants
de moins de 12 ans.

Vie agricole

La "crise verte"

Que retient-on de la "crise du boeuf" qui a connu un temps fort, l'automne dernier, sinon la mort de quelques centaines de veaux et l'entente entre les agriculteurs et le gouvernement de verser \$15 millions en subvention pour aider une fois de plus le producteur québécois.

Que l'on regarde ce qui s'est passé hier, ce que l'on vit aujourd'hui et ce que sera demain, tout porte à croire que le Québécois est en face d'un problème qui n'a pas encore reçu de solution et n'est pas en voie d'en connaître une.

LA CRISE VERTE

La baisse de consommation, alliée à une production accrue, production favorisée par les programmes gouvernementaux et par les espoirs entretenus devant les marchés favorables des dernières années, ont amené les producteurs de bovins dans l'impasse où ils se trouvent.

Et, comme un ingrédient qui vient corser une sauce déjà trop piquante, la montée en flèche des coûts de production, que l'on pense aux provendes, aux machineries, aux engrais, etc., a conduit les producteurs à poser les gestes que l'on sait.

La crise qui sévit au Québec n'est pourtant que le reflet de ce qui passe dans toute l'Amérique et dans certains pays de l'Ouest.

On se rappellera qu'il y a plus d'un an, les pays du bloc soviétique achetaient à prix d'or le soja, ce qui eut pour effet de créer une rareté, et du même coup, une hausse considérable des prix; or, la situation ne semble pas s'être stabilisée depuis, d'autant plus que la question des provendes au Québec est loin d'être réglée.

LES INTERMÉDIAIRES

Il en est résulté une hausse du prix du boeuf, hausse qui s'est traduite par

un relâchement de la demande.

L'inflation qui frappa d'abord les consommateurs, vint intensifier ces tendances, au moment où, devant les coûts de production, les éleveurs écoulèrent à la hâte des stocks importants.

La plupart des producteurs auraient pu tirer leur épingle du jeu, s'ils avaient été en mesure de fixer les prix de vente. Mais les prix qu'on leur payait et qu'on leur paie encore sont décidés par des grosses entreprises, intouchables, semble-t-il.

De sorte qu'au lieu de profiter de ces baisses, et, ainsi, redonner au marché du boeuf un essor nouveau, les consommateurs ont continué à payer leur viande à prix fort.

Une enquête menée par des journalistes de la région de Sherbrooke a démontré qu'à un certain moment, pas tellement loin d'aujourd'hui, entre le producteur et le consommateur, les intermédiaires ramassaient un profit de 306 pour cent pour un quartier de boeuf; alors que le producteur reçoit \$96 pour un derrière de boeuf, les intermédiaires font \$293.85 de profit brut à la vente.

Cette enquête, pour n'être pas gouvernementale, n'en est pas moins fort révélatrice des aspects les moins connus du public sur un problème des plus complexes.

Ce que les producteurs ont tenté et tentent encore de dire au gouvernement, par leurs manifestations, c'est que la situation est urgente pour eux. A l'heure où le Québec tente de redéfinir sa vocation agricole, à l'heure où ces problèmes de l'alimentation dépassent largement les frontières, il semble qu'on s'attache à détourner de l'agriculture les énergies dont elle aura un urgent besoin d'ici peu.

MESURES D'URGENCE

Les profits accumulés par les grandes compagnies en

période d'inflation ont depuis longtemps dépassé les limites de la décence.

L'impuissance des gouvernements en la matière est de nature à décourager les plus fervents défenseurs du système capitaliste.

La crise du boeuf, dont les retombées frappent les ouvriers de l'agriculture, ne profite ni aux travailleurs agricoles, ni aux consommateurs.

Pas plus que les augmentations des prix dans la plupart des secteurs de l'économie. De par la nature des conditions inhérentes à sa production, l'agriculture demeure un domaine particulièrement vulnérable, et très menacé.

Avant de faire face aux fluctuations du marché, aux coûts de production sur lesquels il n'a aucun pouvoir, l'agriculteur doit compter avec les impondérables: conditions climatiques, détérioration des sols, érosion, etc.

Tous ces facteurs contribuent à entretenir l'insécurité dans laquelle vivent les producteurs agricoles.

C'est ce que doit comprendre la population devant les gestes qui furent posés depuis un an, bien avant de s'arrêter aux commentaires de ceux qui veulent faire jouer la corde du sentiment en pleurant sur le sort des "pauvres bêtes martyres" abattues par les producteurs eux-mêmes.

On aura bien le temps de s'apitoyer lorsque l'on passera de la surproduction à la pénurie, ce qui est facilement prévisible pour les années à venir.

Car on ne peut plus exiger que les producteurs fassent les frais d'un système qui joue contre leurs intérêts d'une façon aussi flagrante, et s'attendre à ce qu'ils entretiennent des troupeaux pour le plaisir de la chose, pas plus que le consommateur continue à payer la note d'une économie "capricieuse".

CHARTIER & NOEL INC.



Vente & Service



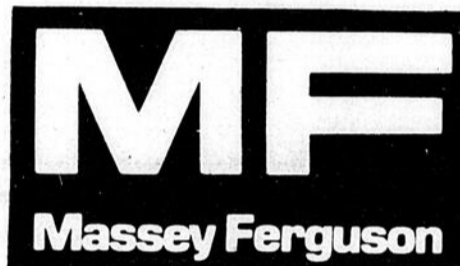
- Equipement de ferme usagé
- Pipelines stainless steel ou pyrex de Laval usagés
- Machineries agricoles • Tracteurs

228-5117 ou 228-2759

571 Boulevard Est

Louiseville

Cultivateurs Soyez de votre temps!



OPTEZ
MASSEY
FERGUSON.



MF 255

STANDARD
le tracteur des grosses
besognes

Équipement complet de machinerie agricole

André Parent Enr.

Vente - Service - Réparation

200 Grande-Carrière
Louiseville

228-4848



Amenez vos animaux, veaux, vaches, porcs, etc...
Vous trouverez les plus hauts prix du marché avec
la satisfaction de voir vendre vos animaux et de
contrôler vous-mêmes. Nous avons le privilège
d'avoir des acheteurs américains.



Nous nous spécialisons dans les encans de
cultivateurs à domicile.

Les Enchères Lesage Enr.

Jean-Paul Lesage, prop.

Encanteur Licencié

Membre de l'Association des encanteurs publics d'animaux vivants.
St-Léon — Tél.: 228-2235

Vie agricole

Vue d'ensemble de l'agro-alimentaire au Québec

La superficie agricole défrichée au Québec, en 1971, occupait 6.4 millions d'acres réparties entre 61,257 fermes pour une superficie moyenne par ferme de 176.3 acres (71.3 ha). Plus de 98% des exploitants étaient propriétaires (ou copropriétaires) de leurs exploitations et plus de 25% d'entre eux ont vendu plus de \$10,000 de produits agricoles.

En 1973, les revenus bruts totaux ont atteint \$1.1 milliard en hausse de 29.1% sur ceux de 1972. Les recettes monétaires se sont élevées à \$962.4 millions. Les recettes viennent principalement de la vente d'animaux ou de leurs produits (80.6%) en particulier des produits laitiers (32.3%), des porcs (16.0%), des volailles (14.0%) et des bovins (13.9%). Le revenu total net a, pour sa part, atteint \$355.6 millions et la valeur ajoutée par l'agriculture \$547.4 millions.

Le Québec n'a pas fait exception au mouvement inflationniste mondial. Les prix des produits agricoles ont augmenté de 28.2% et ceux des biens et services utilisés par les agriculteurs de 20.2%. Le volume de production a haussé de 2.3%. L'agriculture québécoise est très reliée aux entreprises d'amont auxquelles elle a acheté en 1973 71.1% de l'ensemble des intrants utilisés. Par ailleurs, on estime que plus de 25% de la production agricole est destinée à être consommée à l'état frais.

Le Québec comptait en 1971, 1,630 établissements dont les activités principales étaient orientées vers la fabrication des produits alimentaires ou de boissons. La valeur des expéditions des industries des aliments et boissons s'élevaient à \$2.5 milliards dont 86.1% provenait d'établissements

possédés par des grandes compagnies. Les établissements livrant pour 5.0 millions et plus et qui comptent pour 6.7% du nombre total des établissements, expédient 64.4% des expéditions.

On estime qu'en 1973 chaque Québécois aura dépensé près de \$520 pour s'alimenter, soit 16.4% de l'ensemble de ses dépenses en biens et services. Les prix à l'alimentation ont augmenté légèrement plus à Montréal en 1973 qu'au Canada, mais l'ensemble des prix à la consommation a connu une hausse moins accentuée. Généralement, toutefois, on constate un taux d'inflation canadien plus élevé que celui de Montréal tant du côté de l'alimentation que de l'ensemble de la consommation.

Le potentiel de développement agro-alimentaire est élevé au Québec. La terre agricole se vend à un prix relativement bas comparé aux prix ontariens et le climat et la qualité du sol permettent une diversité de cultures selon des rendements comparables à ceux obtenus dans la plupart des régions agricoles canadiennes. De plus, plusieurs secteurs industriels, surtout dans le secteur de la seconde transformation, sont peu développés. Le Québec a l'avantage de faire partie de la région canadienne la plus peuplée et la plus industrialisée et de se situer dans le prolongement naturel du triangle industriel américain.

Avec les compliments de
BERNARD AUGER INC.
 Assurances Générales et Vie
321 St-Laurent Louiseville
Tél.: 228-4902
 Représentant:
Bernard Auger
 c. d'A.A.
228-2420
Rémi Deschênes
 c. d'A.A. S.S.
228-5497



Résidences Funéraires

30 rue St-Marc,
 LOUISEVILLE, Qué.
 (819) 228-3653

160 De Carufel,
 YAMACHICHE, Qué.
 (819) 296-3962

2840 Notre-Dame,
 POINTE DU LAC, Qué.
 (819) 377-1991

RÉSIDENCES FUNÉRAIRES

ST-LOUIS & FILS LTÉE

propriétaires

• Thanatologues diplômés •

Membre de la Corporation des Services du Québec.

SERVICE D'AMBULANCE
 24 heures par jour

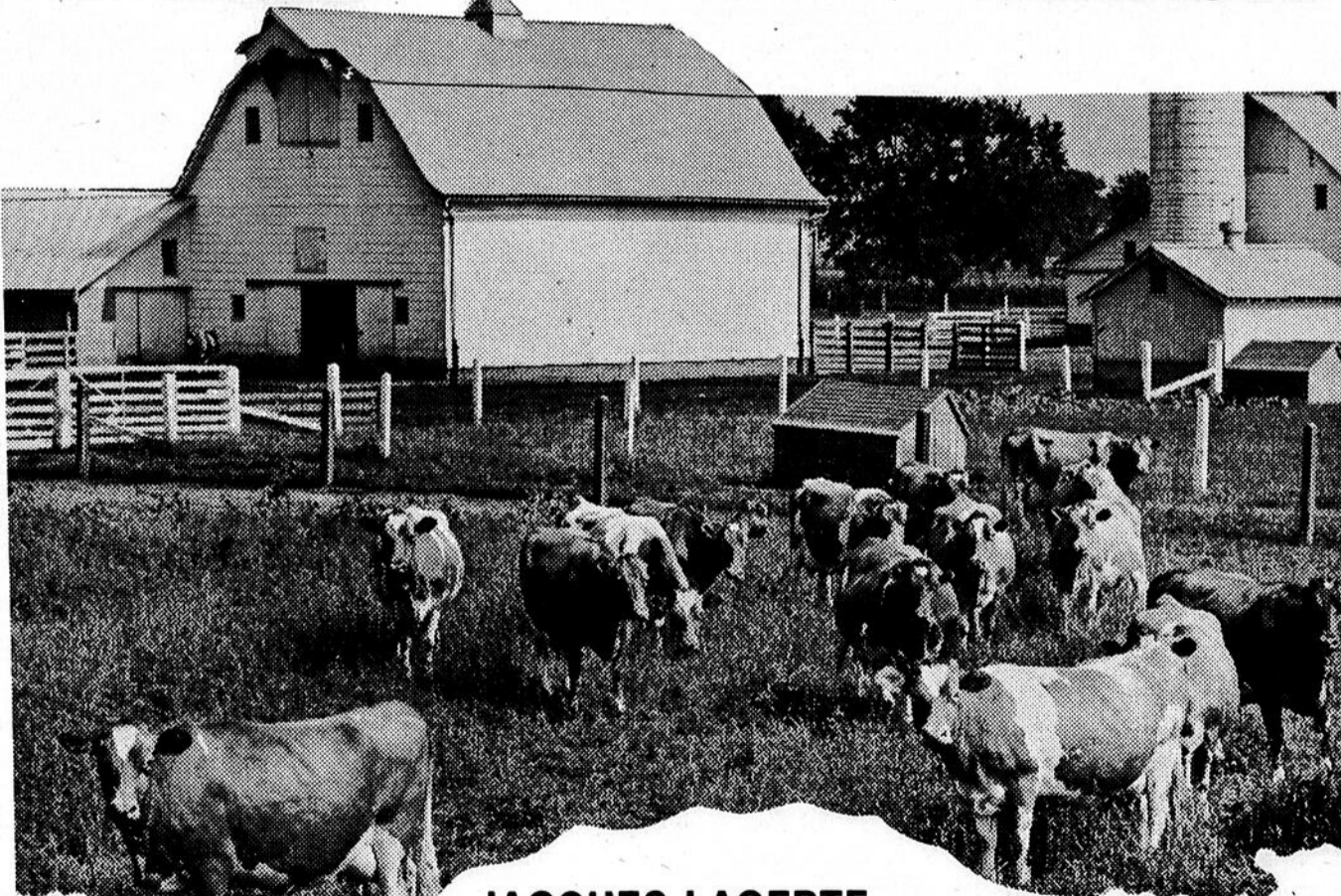


DEPUIS 45 ANS
 AU SERVICE DU PUBLIC

Hommages
 à tous les cultivateurs de la région.



Bienvenue
 et prospérité à tous
 les cultivateurs.



JACQUES LACERTE
 221 Notre-Dame
 Yamachiche — 296-3923
 CLAUDE DUHAIME
 640 Bas St-Joseph

St-Barnabé Nord — 264-2014

